



**Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Mesdames et Messieurs,**

Ce CTPD se tient après les résultats des élections cantonales qui constituent un signal fort du rejet de la politique gouvernementale et qui dans le même temps, avec le score du FN, interrogent tous ceux qui sont attachés à la démocratie et à la survie du modèle républicain. Les déclarations gouvernementales sur la laïcité installent un climat malsain et dangereux. Nous rappelons notre attachement au principe de laïcité garant du vivre ensemble. Les choix économiques et sociaux aggravent la situation de l'emploi, du pouvoir d'achat et des salaires. Alors que les besoins de services publics et de protections sociales sont considérables et bien que l'ensemble de la population confirme son attachement à ces services et au principe fondamental de la laïcité, le gouvernement poursuit sa politique de remise en cause des éléments essentiels à la cohésion sociale.

Nous rappelons qu'à la demande du ministère, le calendrier des opérations de carte scolaire dans le 1<sup>er</sup> degré a été décalé à plusieurs reprises. Face à l'ampleur des dégâts pour les écoles, du budget 2011, voté par les élus de la majorité présidentielle, le ministère espérait ainsi éviter à ces mêmes élus, quelques peu inquiets pour le renouvellement de leurs sièges d'avoir à répondre aux électeurs, sur leur responsabilité dans la dégradation des conditions de scolarisation dans les écoles publiques, et plus généralement sur la dégradation des services publics.

Ce report n'est pas sans conséquences sur le calendrier du mouvement des personnels. La grande majorité de nos collègues ont participé jusqu'à hier dans des conditions insatisfaisantes à ces opérations administratives importantes. Le SNUipp et le SE UNSA dénoncent cette mesure qui instrumentalise à des fins politiques le Service Public d'Éducation Nationale et qui constitue un profond mépris de l'école, de ses personnels et de ses usagers.

A l'ordre du jour de ce CTPD, seront examinées les conditions de la rentrée scolaire 2011 dans les écoles du Val d'Oise. Une rentrée marquée par un désengagement considérable de l'Etat à tous les niveaux. Les décisions gouvernementales conduisent à des remises en cause des missions fondamentales du système éducatif. Elles se traduisent notamment par des fermetures de postes, par une augmentation des effectifs par classe, par une forte dégradation de la formation professionnelle et des conditions d'entrée dans le métier pour les stagiaires, par une détérioration des conditions d'apprentissage pour les élèves et de travail pour les enseignants. L'œuvre de démolition des RASED se poursuit et au vu de la configuration dans laquelle se retrouve notre département, les coupes sombres des postes ZEP-REP viennent parachever cette sûre démolition !

**Hécatombe : ZEP/REP**

Plusieurs éléments indiquent une nouvelle détérioration des conditions de fonctionnement des écoles du Val d'Oise. Malgré une augmentation prévisionnelle de 1409 élèves, le nombre de postes sera réduit dans notre département. L'Académie de Versailles reste classée parmi les dernières en termes d'encadrement au niveau national. Notre académie est donc sous dotée et en son sein les spécificités du Val d'Oise ne sont pas suffisamment prises en compte. Le taux d'encadrement P/E est ainsi en baisse pour la troisième année consécutive avec une tendance à s'éloigner de plus en plus de la moyenne nationale. Les mesures envisagées pour les RASED et dans l'éducation prioritaire constituent une véritable

hécatombe : 41% des postes ZEP/REP, près de 20% des postes RASED seront supprimés. Ces mesures sont porteuses de remises en cause profondes des leviers d'action pour une meilleure réussite des élèves du Val d'Oise. Elles confirment les désengagements et les renoncements successifs de l'Etat qui créent un phénomène de cumul sur les territoires relevant de l'éducation prioritaire. En effet, la scolarisation des moins de 3 ans qui est un des vecteurs de réussite est sacrifiée ces dernières années. De même, la suppression des Rased touche de façon plus violente les écoles de ces secteurs et enfin la décision de fermer 39,25 sur les 97,5 postes d'animation soutien parachève cette destruction.

Notre département a connu cette année une situation très tendue, voire catastrophique sur certaines périodes, en terme de remplacement. Face à la pénurie de remplaçants liée aux suppressions de postes, le ministère de l'Education nationale va avoir tendance à recourir aux étudiants et aux fonctionnaires stagiaires pour faire face aux besoins de remplacement. Cette dérive montre la méconnaissance du ministre du métier de professeur des écoles et son mépris pour le professionnalisme des enseignants. La réussite des élèves ne peut s'accommoder de bricolages aussi irresponsables !

De même, le déroulement de l'année de formation des fonctionnaires stagiaires semble s'orienter de plus en plus vers l'une des plus détestables méthodes de formation. En effet, contrairement à cette année compte tenu de la situation du département, l'affectation des stagiaires se ferait en pleine responsabilité d'une classe dès la rentrée de septembre. L'expérience de cette année, malgré ses insuffisances, montre à quel point une entrée progressive dans ce métier exigeant est essentielle. Une formation et un accompagnement nettement renforcés sont à développer pour permettre aux jeunes collègues de s'installer professionnellement. Rien n'est pire, pour les élèves comme pour les futurs enseignants, que les situations d'échec qui se dessinent dans le schéma de la rentrée prochaine.

Nous dénonçons vigoureusement ces choix ministériels qui exposent dangereusement les élèves, les écoles et qui dénaturent le métier d'enseignant. Les effets en termes de droits sociaux des enseignants sont également importants puisque les résultats des permutations de cette année ont chuté de manière considérable. De même les droits pour les temps partiels, les disponibilités et autres dispositifs risquent d'être remis en cause rapidement.

L'ensemble des moyens nécessite au contraire d'être renforcés face à la réalité de la crise qui frappe de plein fouet les populations notamment celles des territoires de l'éducation prioritaire. La difficulté scolaire doit être prise en charge d'abord par l'école. Les RASED et les postes ZEP/REP constituent des leviers importants en termes de prévention de l'échec scolaire pour notre département.

Le SNUipp-FSU et le SE-UNSA EDUCATION dénoncent vivement l'asphyxie dont est victime l'école. Les conséquences seront d'autant plus graves en ZEP, là où les élèves ne peuvent compter que sur l'école pour lutter contre les inégalités scolaires et sociales. PISA a d'ailleurs établi de manière alarmante ce constat. Les élèves en difficulté, trop souvent issus des milieux défavorisés, n'ont pas à payer la facture de cette politique éducative absurde. Nous considérons au contraire que ce devrait être la priorité de notre pays, surtout en période de crise.

Pour cela, l'engagement professionnel des enseignants doit être reconnu et soutenu. Au lieu de cela, le gouvernement choisi de financer plus de postes pour l'enseignement privé : une provocation intolérable pour tous les élèves, les enseignants et les personnels administratifs du service public.